

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Éditorial : Frustration généralisée

C'était le genre de semaine où rien ne tourne vraiment rond pour les négociateurs. La réunion des hauts fonctionnaires qui s'est déroulée à Genève cette semaine était vantée comme l'occasion de faire avancer le programme de travail qui avait été proposé par les membres et accepté par les dirigeants du G-20 à Pittsburgh. Au lieu de cela, c'est le mécontentement des membres à l'égard de la façon dont on a mené les pourparlers jusqu'à présent qui a été en point de mire. La cause de cette irritation était le nouveau groupe des 14 (États-Unis, Union européenne, Chine, Inde, Brésil, Australie, Nouvelle-Zélande, Mexique, Canada, Japon, Malaisie, Indonésie, Afrique du Sud et Égypte) qui s'est constitué après la mini-ministérielle de Delhi et qui a depuis entrepris des consultations plutôt opaques, incitant d'aucuns à mettre en doute le prétendu processus de transparence. Comme la Conférence ministérielle approche à grands pas, on peut s'attendre à ce que le directeur général, M. Pascal Lamy, fasse en sorte d'entendre un autre son de cloche à la fin de la prochaine réunion des hauts fonctionnaires (23-27 novembre).

Conseil général

Pour la première fois depuis la conférence de Pittsburgh, au cours de laquelle les dirigeants du G-20 ont apporté leur *faible* soutien à la conclusion du Programme de Doha pour le développement (PDD), le directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy a finalement admis qu'il pourrait être difficile de conclure le PDD l'année prochaine, si les membres n'accélérent pas le rythme de leurs travaux sur les pierres d'achoppement qui restent. « La vitesse à laquelle nous avançons à l'heure actuelle est trop lente pour nous permettre de parvenir à des modalités au plus tard au début de l'an prochain comme nous devons le faire pour pouvoir conclure le Cycle l'an prochain », a déclaré M. Lamy, en prévenant que « cela ne se fera pas sans une sérieuse accélération du rythme des négociations ».

Dans le même ordre d'idée, lors de la réunion du Conseil général du 20 novembre, M. Lamy a déclaré aux membres que le moment est venu de retrousser leurs manches et de se mettre au travail. « Cela fait maintenant un mois que nous mettons en œuvre le programme de travail que nous avons élaboré collectivement afin de parvenir à conclure le Cycle d'ici à 2010. Je pense qu'il n'est pas exagéré de dire que nous avons aussi constaté le sérieux engagement des Membres concernant les modèles et l'établissement des listes pour l'agriculture et l'AMNA », a déclaré M. Lamy au Conseil général.

Il a cependant continué en ces termes : « Il faut que des négociations réelles émergent, et non pas seulement des consultations et discussions informelles, mais de véritables échanges entre les Membres. Nous devons procéder d'une manière inclusive qui ne laisse de côté aucun intérêt. Nous devons accroître la transparence des discussions bilatérales afin que chaque Membre ait le sentiment qu'il participe à un processus global ».

C'est cette dernière observation qui a déclenché la réaction la plus importante des membres. La majorité (notamment la Norvège, membre du G-10, le dirigeant de l'Amérique latine, le Costa Rica et le coordonnateur du Groupe africain, l'Égypte) se sont plaints qu'ils n'ont pas la moindre idée de ce qui se passe lors des réunions bilatérales et d'autres réunions en petits groupes et ont exprimé leur frustration à l'égard du processus en général.

Ces pays faisaient allusion à la réunion du G-14 qui s'est tenue pour discuter des services, des produits industriels – AMNA (négociations sectorielles et barrières non tarifaires principalement) et agriculture. En outre, M. Lamy a commencé sa propre réunion en petit groupe avec plusieurs pays clés (Union européenne, États-Unis, Inde, Brésil, Chine, Canada, Japon, Nouvelle-Zélande, Indonésie, Costa Rica, Uruguay et Australie) pour examiner les pierres d'achoppement qui restent dans les négociations sur l'agriculture, l'AMNA et les services.

Parce que d'aucuns ont formulé leurs préoccupations à l'égard de ce processus parallèle, M. Lamy a décidé de convoquer une réunion au Salon vert pendant l'après-midi du 22 octobre et une réunion informelle du Comité des négociations commerciales (CNC) pendant la matinée du 23 octobre, afin d'informer l'ensemble des membres des faits nouveaux dans les négociations du PDD et de faire en sorte que la transparence et l'inclusivité soient respectées.

« Une perte de temps totale »

C'est de cette façon que d'aucuns ont décrit la semaine qui s'est conclue par une réunion du CNC présidée par M. Pascal Lamy pendant la matinée du 23 octobre. Le Salon vert de la veille n'y a pas fait exception. Après la réunion, les avis étaient unanimes : la semaine a été une perte de temps presque totale, et d'aucuns ont même été jusqu'à reprocher aux États-Unis d'avoir effectivement énoncé clairement des positions qui n'ont pas contribué à faire avancer le processus.

Le Brésil en particulier a formulé certaines préoccupations à l'égard du souhait des États-Unis d'accorder 2 % supplémentaires de lignes tarifaires à tous les membres dans les produits sensibles (PS) s'ils souhaitent les payer. Les États-Unis, quant à eux, ont fourni un bref exposé sur la réunion bilatérale avec les pays en développement émergents, notamment le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud, sans divulguer les détails de leurs pourparlers.

Tout ceci a fait naître de la frustration à l'égard du manque de transparence du processus, comme l'a formulé la Barbade, qui s'est plainte que bien qu'il fût compris que les consultations devaient se dérouler selon une géométrie variable (bilatérale, multilatérale et petits groupes), le manque de transparence du G-14 en particulier était inquiétant.

Que vous parliez du groupe du G-14 dirigé par l'EU, des pourparlers bilatéraux des États-Unis ou des réunions en petits groupes du DG de cette semaine, aucune de ces réunions n'a fait avancer les questions techniques en cours de négociation. Un fonctionnaire a même indiqué que certains pays commencent à faire un peu marche arrière. Le Brésil en est un exemple, qui a déclaré qu'on lui a demandé de faire davantage dans des secteurs tels que l'agriculture, l'AMNA et les services, alors que ses propres revendications en agriculture n'ont pas été prises en compte.

La Suisse a déclaré que le processus de cette semaine était extrêmement insatisfaisant. Les membres doivent faire mieux au cours des prochaines semaines, car les séances de la semaine dernière n'ont produit aucun progrès sur les véritables pierres d'achoppement comme les négociations sectorielles, les PS et les mécanismes de sauvegarde spéciale.

Prochaines étapes

Le DG exhorte à présent les membres de passer à des pourparlers fondés sur un texte, en prenant en ligne de compte les textes de projet de modalités de décembre 2008. Il agit ainsi pour obliger les membres, et particulièrement les États-Unis, à clarifier leurs positions à l'égard de ce qu'ils demandent des pays en développement émergents.

Ceci a également changé l'orientation de la prochaine réunion des hauts fonctionnaires qui doit se dérouler une semaine avant la Conférence ministérielle. Les prochaines consultations sur l'agriculture, qui devraient porter principalement sur l'accès aux marchés des pays en développement (produits spéciaux, MSS, produits tropicaux et érosion des préférences), ne seront probablement pas aussi importantes que la réunion des hauts fonctionnaires des 23 au 27 novembre, au cours de laquelle les négociations fondées sur le texte doivent se dérouler. Cette semaine, M. Lamy souhaite « qu'on puisse constater un changement qualitatif dans la dynamique des négociations ainsi que des progrès sur le fond » dont il pourra plus tard faire rapport aux ministres lors de la 7^e Conférence ministérielle (CM-7). En ses propres termes, « il faut que ce soit une séance de négociation, NON une séance de discussion ».

CM-7

Lors de la réunion du Conseil général de cette semaine, on a fait le point sur la prochaine conférence ministérielle et sur la façon dont elle sera organisée. Le président du Conseil général, l'ambassadeur Mario Matus, a déclaré que le PDD figurera à l'ordre du jour de la réunion qui se déroulera du 30 novembre au 2 décembre, mais que la conférence « ne prendra pas de décision » à son égard. « Nous espérons que les ministres viendront à Genève pour s'exprimer et communiquer entre eux sur quelques thèmes clés concernant l'OMC et le système commercial multilatéral, la « vue d'ensemble » en quelque sorte », a déclaré M. Lamy au Conseil général.

Il s'est cependant empressé d'ajouter que « cela ne veut pas dire que, dans leurs déclarations ou même leurs discussions, les ministres ne puissent pas aborder la question du Cycle, voire des négociations spécifiques. Au contraire, il serait assez étrange que personne n'évoque ce sujet qui est présent dans tous les esprits. C'est pourquoi il est spécifiquement prévu de discuter du Cycle de Doha dans le cadre de thèmes auxquels seront consacrées les séances de travail. Et dans ce contexte particulier, je pense que la 7^{ème} Conférence ministérielle représente une importante tribune qui permettra aux ministres d'exprimer avec force leur engagement en faveur de la conclusion du Cycle du développement de Doha. ».

Deux principaux thèmes seront abordés :

1. Examen de l'activité de l'OMC, y compris le PDD
2. La contribution de l'OMC à la relance économique et au développement mondial

On prévoit que la date et le thème de la prochaine ministérielle (en 2011) seront annoncés. Comme personne ne s'est proposé pour accueillir la réunion, la ville par défaut sera Genève, à moins qu'une entente sur le PDD intervienne avant cette date.

Prochains événements

- Forum des OSC de la FAO, 12-13 novembre 2009 (Rome)
- Sommet mondial de l'alimentation de la FAO, 16-18 novembre 2009 (Rome)
- Consultations sur l'agriculture, semaines du 16 novembre et du 7 décembre 2009
- Réunion ordinaire du Comité de l'agriculture, 19 novembre 2009; 1^{er}-2 mars, 10-11 juin, 16-17 septembre, 18-19 novembre 2010
- Réunion des hauts fonctionnaires, semaines du 23 au 27 novembre, 14-16 décembre
- 7^e Conférence ministérielle de l'OMC, 30 novembre-2 décembre 2009
- Conseil général, 17-18 décembre 2009

Genève en bref est publié par les **Producteurs laitiers du Canada**, les **Producteurs de poulet du Canada**, les **Producteurs d'œufs du Canada**, les **Éleveurs de dindon du Canada** et les **Producteurs d'œufs d'incubation du Canada**. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez visiter le site www.fermesetaliments.ca

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1496-9254



Dairy Farmers
of Canada
Les Producteurs laitiers
du Canada



Chicken Farmers
of Canada
Les Producteurs de
poulet du Canada

EGG FARMERS
OF CANADA
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA
Dédiés à la qualité



Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubation
du Canada